



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Développement économique - ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de concéder à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement du parc d'activité Marcel Dassault 2^{ème} extension, situé dans le prolongement de la Lauze et du parc Marcel Dassault sur la Commune de Saint Jean de Védas.

Cette ZAC de 21 hectares, créée le 16 novembre 2007, a connu des retards, liés principalement à l'incertitude qui présidait aux choix du tracé de l'autoroute A709 et de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération pour l'exercice 2019 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Les études ont permis de prendre en considération les contraintes en matière de réseaux existants (canalisation de transport de gaz et lignes à haute tension, gestion des eaux pluviales), la nouvelle connexion sur l'A709 (giratoire nouvellement créé par Autoroute Sud de France (ASF)), ainsi que la richesse écologique du milieu. Plusieurs scénarios d'aménagement ont été étudiés, une démarche « ERC » (Eviter, Réduire, Compenser) a été engagée vis-à-vis des espèces faunistiques et floristiques identifiées. Au final, près de la moitié du périmètre de la ZAC sera préservée de toute urbanisation (10,3 ha préservé pour 11,6 ha à aménager). Cependant, au regard des impacts résiduels, des mesures compensatoires seront mises en œuvre sur des terrains de nature similaire à ceux impactés avec pour objectif d'accroître la richesse écologique des milieux (37 hectares de foncier de compensation ont ainsi été identifiés). L'ensemble de la démarche « ERC » fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales, végétales et d'habitats d'espèces protégées (communément appelé « dossier CNPN ») dont le dépôt auprès des services de l'Etat est envisagé début 2021.

L'ensemble de ces contraintes et la réduction du périmètre à urbaniser, ont conduit à optimiser le schéma de viabilisation et à modifier le découpage des lots. Ainsi, la réalisation d'un nombre limité de lots est envisagée (6 lots) avec des surfaces relativement importantes (supérieures à 3 000 m²), propices à l'accueil d'activités de logistique.

Un porté à connaissance du dossier loi sur l'eau sera déposé afin de prendre en compte la réduction de l'urbanisation et l'évolution du schéma d'aménagement ainsi que les nouvelles prescriptions des services de l'Etat en matière de compensation hydraulique. Les travaux et la commercialisation interviendront une fois les autorisations administratives (« dossier CNPN » et « loi eau ») obtenues.

Le foncier de la ZAC est maîtrisé à hauteur de 85 % par la Métropole. Les négociations amiables n'ayant pu aboutir, les dernières parcelles (propriété SCI La Colombes) restent à acquérir au travers d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) à mener par la SERM.

Au cours de l'année 2019, 100 000 € ont été dépensés, correspondant essentiellement à la poursuite des études et à la rémunération du concessionnaire. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2019. Un fonds de concours de 350 000 € financera une partie de la future voie de liaison entre le secteur d'activités et le récent giratoire de l'autoroute A709. Cette liaison améliorera considérablement la desserte, le fonctionnement et la visibilité du secteur d'activité « Lauze-Dassault ». Le second fonds de concours est destiné au financement du foncier déjà acquis par la Métropole et nécessaire à la compensation environnementale. Au regard des surfaces de compensation envisagées, le montant de ce second fonds de concours a été ramené à 260 000 €.

Le bilan financier actualisé de l'opération s'élève à 10 108 000 € HT en recettes et en dépenses, avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole maintenue à 3 410 000 € HT dont l'échéancier de paiement est ajusté pour correspondre au mieux à l'avancement de l'opération (avenant N°9).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} extension produit par la SERM pour l'exercice 2019 ;
- d'approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2^{ème} extension tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2019 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°9 au traité de concession ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-146576-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan financier
- rapport CRAC
- avenant n°9

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.